

question n'est pas si on peut vivre avec ça, mais comment peuvent vivre ceux qui doivent vivre avec ça, et de quelle vie il s'agit. Comment vivez-vous, mes chers pauvres, en cette période où vous n'avez jamais été si nombreux, où les inégalités n'ont jamais été aussi flagrantes et où l'indifférence à vos souffrances n'a jamais été aussi clairement affichée ?

Même la honte a disparu. Il fut un temps où les politiciens s'excusaient et bégayaient de honte, mais ce temps est révolu. Aujourd'hui, leur langage est devenu propre, scientifique. Les 10 % du haut de l'échelle sont convaincus de mériter d'être là où ils se trouvent. Vous, mes chers pauvres, vous êtes les barreaux sur lesquels ils grimpent pour réaliser leurs grandioses visions. Et puis ils ont trouvé un bouc émissaire : c'est la faute de Bush, du chantage de Bush. Ces garanties, il va les donner ou non ? Pour le moment il réfléchit, il se demande à qui profite notre misère, notre faim, notre humiliation. Au pouvoir ou à l'opposition ? Pour qui voterons-nous lorsque nous passerons en dessous du seuil de la détresse économique ? Et puis, Bush, il a ses pauvres lui aussi, et ils passent avant les nôtres. Alors voilà. La farine a augmenté de 8%. Il n'y a pas eu d'émeutes. Ce n'est pas notre genre. Pas même une grève symbolique. Pourquoi faire ? Nous sommes des pauvres honteux, nous cachons notre misère. Mais tant que nous serons ainsi, mes chers pauvres, rien ne changera, personne ne fera rien. Ils continueront de vivre avec ça, et nous, nous continuerons de vivre ça, tout simplement.

Yaakov ROTBLIT
Hadashot, 24 janvier 1992.

UN ENTRETIEN AVEC MOSHÉ ARENS

Q. — Une fois de plus, des terroristes armés de poignards ont réussi à perpétrer leur crime grâce à la négligence et au comportement inadéquat de soldats et de

civils israéliens. Que faut-il faire pour réduire les proportions du phénomène ?

R. — La semaine dernière, lorsqu'un habitant de Qalqiliya a poignardé à mort l'immigrante soviétique Ganya Friedmann, paix à son âme, et a blessé d'autres personnes, un adjudant qui se trouvait là a sorti son arme et lui a tiré dessus. A mon avis, c'est la bonne réponse et elle me procure de la satisfaction, malgré la mort tragique de la nouvelle immigrante. Le geste de l'adjudant a été enregistré par cette population violente qui planifie des meurtres et tente de les réaliser. Aujourd'hui, ils savent que partout, dans les autobus et dans les rues, il y a des hommes armés qui savent tirer. C'est dissuasif et c'est le résultat direct de l'ordre que nous avons donné aux officiers et aux sous-officiers de Tsahal d'être toujours armés, afin de donner une réponse immédiate aux assassins.

(...)

Q. — Depuis l'attentat de Galed, il y a eu au moins quatorze cas d'usage de poignards, d'armes à feu ou d'explosifs par des Palestiniens contre des Israéliens. Ce chiffre est en nette progression par rapport aux semaines précédentes. Peut-on briser cette courbe de l'escalade dans le terrorisme interne ?

R. — (...) Lorsqu'il est question des terroristes, il est clair qu'un attentat réussi encourage d'autres à passer à l'acte. Mais nous faisons et nous ferons tout pour capturer les assassins de Galed et je crois que nous y réussirons. Deux autres raisons expliquent l'augmentation du terrorisme en Judée-Samarie. La première est le sentiment des Palestiniens que l'Intifada se meurt, et donc qu'il ne reste plus que le terrorisme. Certes, le terrorisme est plus coûteux en vies humaines que la violence de rue mais il est moins dommageable politiquement que des émeutes. La seconde raison est liée au processus de paix. Comme vous le savez, certaines organisations terroristes espèrent que les meurtres et les attentats bloqueront le processus politique, car la colère publique et gouvernementale sera telle que nous annoncerons qu'il est impossible de négocier dans

de telles conditions. Ces organisations espèrent aussi entraîner les habitants juifs des territoires vers des actions illégales qui accroîtront la tension.

Q. — C'est effectivement ce qui se passe.

R. — En partie, oui. Mais le fait est que le processus continue. De plus, le Fath prétend appuyer le processus politique, mais il donne l'ordre à ses activistes de l'accompagner par la terreur. Ils pensent que cela leur donnera plus de cartes dans le processus.

Q. — (...) A votre avis, l'Intifada peut-elle se réenflammer sous sa forme originelle ?

R. — Je ne dis pas que c'est exclu. Nous parlons d'une population qui vit dans des conditions impossibles et toutes sortes de choses peuvent arriver.

Q. — Quel genre de terrorisme vous inquiète le plus ? Les opérations aux frontières ou les attentats à l'intérieur du pays ?

R. — Il est bien entendu plus difficile d'affronter les attentats à l'intérieur, car la population palestinienne vit et se déplace parmi nous.

Q. — Cela vous inquiète-t-il ?

R. — Oui, cela m'inquiète. Je me couche le soir avec cette inquiétude pour la vie des nôtres, je me réveille avec elle et elle me poursuit toute la journée.

Q. — Dans ce cas, il vaudrait peut-être mieux se séparer les uns des autres ?

R. — Vous abordez là un thème politique.

Q. — Bien sûr. Mais le terrorisme est lié à la politique.

R. — Écoutez, il y a huit cent mille Arabes palestiniens à l'intérieur de la ligne verte, Jérusalem comprise. Allons-nous nous séparer d'eux ? Je sais que certains milieux marginaux prônent l'expulsion des Arabes, mais je pense qu'aucun Israélien raisonnable ne partage ces idées. Nous sommes obligés de vivre avec eux. En Judée-Samarie il y a des centaines de milliers de Palestiniens, mais il y a aussi plus de cent mille Israéliens. Pouvons-nous nous séparer ? Et si nous nous séparons, nous nous exposons à recevoir des Katiousha sur Natanya tirées depuis Toulkarm. L'État d'Israël est situé au Moyen-Orient. C'est une région dure et

violente. Nous vivons tout simplement dans une région difficile.

Q. — Voulez-vous dire que même si nous arrivions à conclure un accord avec les Palestiniens, le terrorisme continuerait ?

R. — Ceux qui pensent que la signature d'un accord amènera la fin totale de la violence et des problèmes se font des illusions. Je ne dis pas qu'il ne faut pas signer d'accords, mais malheureusement je pense qu'une vision réaliste du Moyen-Orient, du monde arabe et du monde musulman débouche sur la conclusion que les problèmes continueront encore longtemps.

Q. — La liquidation du cheikh Moussawi nous a coûté la mort d'une petite fille et de deux soldats, plusieurs blessés et la perturbation de la vie quotidienne dans le nord du pays. Cela en valait-il la peine ?

R. — Je pense que votre équation est fautive. Vous devez y ajouter les centaines d'Israéliens et d'Américains tués par le Hezbollah et par Moussawi lui-même. Sans parler des centaines d'autres qui auraient été ses futures victimes.

Q. — Son successeur, le cheikh Nasrallah, serait-il différent ?

R. — Nous sommes bien placés pour savoir que le terrorisme doit être combattu par la force. Ces gens n'ont pas de pitié, pas de logique. Ils nous tueront partout où ils pourront le faire. Un terroriste de moins, c'est du terrorisme en moins. Ils auront peur, ils devront se cacher, cela désorganisera leurs activités et leur hiérarchie. Il n'y a pas d'autre moyen de les combattre. Lorsque l'on combat le terrorisme, on n'a pas besoin de raisons, d'arguments et d'excuses détaillés. Il faut tout simplement lui donner des coups. C'est une leçon que nous avons apprise, et je suis étonné de constater qu'il arrive parfois que des Israéliens oublient cette leçon.

Q. — Mais avant la liquidation de Moussawi, les activités du Hezbollah ne dépassaient pas les limites de la zone de sécurité.

R. — C'est faux. Le Hezbollah prône la destruction de l'État d'Israël et ne se contente pas d'exiger le retrait israélien de la zone de sécurité.

Q. — (...) *Le ministre Ariel Sharon dit que la zone de sécurité est trop étroite.*

R. — Il est vrai que la profondeur de la zone ne suffit pas à assurer une sécurité totale car elle n'atteint pas la portée de tirs des Katiousha. (...) Si j'avais été chargé, à l'époque, de décider des limites de la zone de sécurité, le découpage aurait été un peu différent. A ce propos, Rabin n'envisageait pas de garder Jezzine dans la zone. Or, si le contrôle de la région de Jezzine n'était pas resté aux mains du général Lahad, notre situation aurait été beaucoup plus difficile.

Q. — (...) *Les médias américains considèrent généralement que le refus d'accorder des garanties bancaires à Israël constitue une tentative d'aider Rabin et le parti travailliste à gagner les prochaines élections israéliennes. En tant que connaisseur de la politique américaine, partagez-vous cet avis ?*

R. — J'ai du mal à croire que l'administration américaine veuille s'ingérer intentionnellement dans la campagne électorale israélienne. Ce serait en contradiction avec une longue tradition politique. Ce qui m'inquiète, c'est que les Américains nous disent actuellement : Vous avez besoin de cette aide humanitaire et nous devons vous accorder cette aide que nous sommes en mesure de vous offrir, mais nous ne vous l'accorderons que dans telle ou telle condition. La définition de conditions politiques préalables à l'octroi d'une aide humanitaire ne convient pas, à mon avis, à l'esprit de l'Amérique.

Ron BEN-ISHAÏ
Yediot Aharonot, 28 février 1992.

ENTRETIEN AVEC L'ÉCRIVAIN YIZHAR SMILANSKI

L'œuvre de l'écrivain Yizhar Smilanski, plus communément appelé S. Yizhar, vient d'être couronnée par le prix Bialik, la plus haute distinction littéraire israélienne. Ex-député travailliste, Yizhar est l'auteur de la nouvelle Hirbet Hiza, qui raconte la destruc-

tion d'un village palestinien et l'expulsion de ses habitants pendant la guerre de 1948. L'histoire de Hirbet Hiza, qui fait partie du programme officiel dans les lycées israéliens et a été adaptée à la télévision, est généralement présentée comme une « bavure » isolée plutôt que comme l'illustration d'une politique systématique. Dans cet entretien très remarqué accordé à Yeshayahu Ben-Porat, Yizhar met à profit son prix pour se livrer à une virulente critique de la dégradation morale de la société israélienne et du Parti travailliste (NDT).

Q. — *Dans le discours que vous avez prononcé à l'occasion de la remise du prix Bialik, vous avez dit : « Voyez ce qui nous est arrivé, ce que nous sommes devenus, ce que nous faisons et ce à quoi nous nous employons, comment nous fuyons devant la paix, comment nous nous durcissons à l'égard des autres, comment nous sommes indifférents à la souffrance de nos frères qui arrivent enfin parmi nous, et même aux désespoirs de ceux d'entre nous qui vivent dans la misère, voyez comment le monde entier nous observe et nous juge... » Est-il du devoir des écrivains et des intellectuels de prendre des positions politiques, de crier et d'avertir ?*

R. — Je ne peux parler qu'en mon nom propre. Je ne connais pas « les écrivains », je connais un écrivain et un autre écrivain. Il n'y a pas ici de collectif d'écrivains qui partageraient les mêmes idées et le même mode de vie. Je n'ai de devoir envers personne. Simplement, je ne peux pas me taire. Je suis obligé de me décharger de ma colère, de dire ce que je ressens, que l'on m'écoute ou pas, que l'on m'accepte ou pas. Après avoir parlé, je regrette toujours de l'avoir fait, mais je ne peux plus me taire. Ce n'est pas parce que je suis un écrivain. C'est parce que je suis un homme qui est né dans ce pays, dont la vie toute entière est liée à l'expérience de la vie dans ce pays. Des choses se passent, qui me sont insupportables, c'est plus fort que moi, je prend un stylo et j'écris et je crie. Si je ne le faisais pas, je me trahirais moi-même. Je ne suis